



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada



LA SÉCURITÉ,
LA DIGNITÉ
ET LE RESPECT
POUR TOUS

SAFETY, RESPECT
AND DIGNITY
FOR ALL

DEVIS TECHNIQUE D'OFFRE À COMMANDES

SERVICES DE LOCATION DE MACHINERIE LOURDE

Établissements Cowansville et Drummondville
N° : 21301-19-2850411

Présenté par :
SERVICES TECHNIQUES
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

8 MARS 2018

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

TABLE DES MATIÈRES

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Section 01 14 00 – Exigences générales

Section 01 35 13 - Sécurité au SCC

Section 01 35 30 - Santé et sécurité

Section 01 74 11 – Nettoyage

1.2 EXIGENCES TECHNIQUES

Section 22 10 00 – Exigences techniques Services de location de
machinerie lourde



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

1.1.1. Les travaux faisant l'objet de cette offre à commandes comprennent sans s'y restreindre : la machinerie lourde, la main-d'œuvre qualifiée, l'outillage et lorsque requis par le représentant du SCC la fourniture pour les services de location de machinerie lourde aux établissements suivants :

a) Établissement Cowansville
400, chemin Fordyce
Cowansville, Québec
J2K 3N7

b) Établissement Drummond
2025, rue Jean de Brébeuf
Drummondville, Québec
J2B 7Z6

1.1.2. Les travaux requis seront indiqués sur les plans fournis par le représentant du département des travaux de l'établissement pour chacune des commandes subséquentes.

1.1.3. La durée de cette offre à commandes est spécifiée dans la demande de soumission.

1.2. HORAIRE DES TRAVAUX

1.2.1. L'accès piéton et véhiculaire varie selon l'établissement. Le représentant du SCC prescrira les heures de travail selon le contexte des travaux. Il se peut que l'entrepreneur, pour des raisons de sécurité et d'optimisation du temps, exige que les employés de l'entrepreneur apportent leur repas et mange sur les lieux de travail.

1.2.2. La semaine de travail s'étend du lundi au vendredi :

a) Établissement Cowansville : de 7 h 30 à 16 h 00 chaque jour;

b) Établissement Drummond : de 8H00 à 15h30 chaque jour.

NOTE SPÉCIALE : Les heures de travail varient d'un établissement à l'autre. Il convient de les vérifier auprès de l'établissement concerné et de consulter le paragraphe relatif aux horaires.

1.2.3. Le travail n'est pas permis les fins de semaine ni les jours de congés fériés sans l'autorisation expresse du directeur, qu'il faut demander au moins sept (7) jours à l'avance.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, ce délai est parfois moins long. Il convient donc de vérifier.

1.3. TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

- 1.3.1. La permission du directeur est requise pour tout travail supplémentaire. En outre, un préavis de quarante-huit (48) heures est nécessaire avant d'exécuter des travaux supplémentaires autorisés. S'il faut travailler des heures supplémentaires pour accomplir une tâche urgente, par exemple, pour couler du béton ou pour assurer la sécurité de la construction, l'entrepreneur doit en aviser le directeur dès qu'il est lui-même mis au fait d'une telle nécessité, puis suivre les instructions du directeur. Les coûts connexes supportés par l'État peuvent être imputés à l'entrepreneur.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, ce délai est parfois moins long. Il convient donc de vérifier.

- 1.3.2. Quand il faut effectuer des heures supplémentaires ou travailler la fin de semaine ou un jour de congé férié, et que ce travail supplémentaire est autorisé par le directeur, celui-ci ou la personne qu'il désigne affecte des employés additionnels à la surveillance. Le chargé de projet peut par ailleurs affecter du personnel supplémentaire à l'inspection des activités de construction. Les coûts liés à cette affectation peuvent faire l'objet d'une réclamation par l'État.

1.4. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 1.4.1. L'entrepreneur doit débiter les travaux au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'octroi d'une commande subséquente ou en respectant la date indiquée sur le bon de commande et procéder avec diligence jusqu'à l'achèvement total des travaux.
- 1.4.2. Si les travaux ne peuvent être exécutés ou sont interrompus à cause de la mauvaise température, l'entrepreneur devra revenir sur les lieux et exécuter les travaux dans un délai de cinq (5) jours après le retour du beau temps.

1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX

- 1.5.1. Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution d'une commande subséquente, soumettre un calendrier des travaux indiquant l'avancement des divers travaux et la date d'achèvement des travaux demandés, lesquels devront être terminés dans les délais spécifiés par le représentant du SCC.
- 1.5.2. Des révisions provisoires de l'état d'avancement des travaux, d'après le calendrier d'exécution soumis, seront effectuées au gré de l'autorité technique du SCC. Le calendrier sera mis à jour par l'entrepreneur avec la collaboration et l'approbation de l'autorité technique du SCC.

1.6. CODES

- 1.6.1. Exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB) et à tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- 1.6.2. Exécuter les travaux de manière à satisfaire à toutes les exigences :

- a) des documents contractuels;

- b) des normes et codes spécifiés ainsi que des autres documents cités en référence

1.7. DOCUMENTS REQUIS

- 1.7.1. Conserver sur les lieux de travail un exemplaire de chacun des documents suivants:

- a) dessins contractuels et description des travaux de la commande subséquente;
- b) le présent devis;
- c) les autorisations de modification.

1.8. FICHES TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS

- 1.8.1. Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution de la commande subséquente, l'entrepreneur devra soumettre toutes les fiches techniques et tous les échantillons exigés dans chaque section du présent devis et cela pour approbation de l'autorité technique du SCC.

1.9. VISITE DE CHANTIER

- 1.9.1. Dans le cadre de cette offre à commandes, il n'y aura pas de visite.
- 1.9.2. À moins d'avis contraire du représentant de l'établissement, une visite des lieux s'imposera dans les cas suivants seulement :
 - a) Lors de l'attribution du premier mandat par l'établissement.
 - b) Lors de l'attribution d'une commande subséquente.
- 1.9.3. Si dans un autre cas il est désiré de visiter les lieux lors des commandes subséquentes, il faudra en faire la demande. Pour des raisons de sécurité à l'intérieur du pénitencier, la visite des lieux se fera à heure fixe, à un moment déterminé en concertation avec l'autorité contractante.
- 1.9.4. Ne pas justifier des erreurs, omissions ou imperfections dans le présent travail en les attribuant aux conditions et particularités existantes.

1.10. UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- 1.10.1. Ne pas accumuler indûment de matériaux ni de matériel de façon à encombrer les lieux.
- 1.10.2. L'entrepreneur doit assurer, en tout temps l'accès aux lieux pour le personnel et les véhicules du Service.
- 1.10.3. Obtempérer avec les autorités en place. L'entrepreneur, dans les cinq (5) jours ouvrables, devra fournir pour approbation au représentant du département des travaux de l'établissement les procédures qu'il compte mettre en place lors des travaux, ce qui inclura : la cédule des travaux, les mesures temporaires de circulation et de sécurité, etc.
- 1.10.4. Faire déplacer les véhicules qui peuvent être endommagés lors des travaux. L'entrepreneur devra, suite à des dommages causés à un ou plusieurs véhicules ou autres éléments sur le site, procéder à la réparation ou/et le remplacement par des

professionnels autorisés, à la satisfaction de l'autorité technique du SCC.

1.11. DISPOSITIFS DE SIGNALISATION

- 1.11.1. L'entrepreneur devra fournir, installer et entretenir les dispositifs de signalisation temporaires.

1.12. EMPLACEMENT DES APPAREILS ET DES ÉQUIPEMENTS DIVERS

- 1.12.1. L'emplacement des appareils et équipements divers en surface ou souterrains indiqués sur les plans ou prescrits, doit être considéré comme approximatif.
- 1.12.2. Avant chaque excavation ou travaux sur les terrains, faire effectuer par les autorités compétentes tous les repérages requis des conduites et services tous-terrains.
- 1.12.3. Lorsque le représentant du département des travaux de l'établissement le demande, soumettre des plans de repérage indiquant la position relative des divers équipements et réseaux découverts dans le secteur des travaux.

1.13. RAGRÉAGE

- 1.13.1. Ragrérer comme l'existant tout élément endommagé lors des travaux. Remettre en état les surfaces endommagées par la machinerie lourde.

1.14. ÉLIMINATION DES EXCAVATIONS.

- 1.14.1. Se débarrasser de tous les matériaux inutiles qui ne sont pas récupérés, ni réutilisés. Procéder à l'élimination des excavations en dehors du chantier, selon les règles contre la pollution et en défrayer les coûts le cas échéant.

1.15. DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

- 1.15.1. Le représentant du département des travaux de l'établissement peut fournir à l'entrepreneur des dessins supplémentaires aux fins de clarification. Ces dessins supplémentaires auront la même signification et la même portée que s'ils faisaient partie des documents contractuels.
- 1.15.2. Les mesures prises sur le site seront transcrites sur les dessins afin de faciliter l'interprétation des dimensions des surfaces visées par les travaux.

FIN DE LA SECTION 01 14 00

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 OBJET

Veiller à ce que les travaux et les activités de l'établissement se déroulent sans contretemps ni empêchement indus et à ce que la sécurité de l'établissement soit maintenue en tout temps.

1.2 DÉFINITIONS

1.2.1 « objets interdits » :

- a) Substances intoxicantes, incluant l'alcool, les drogues ou les stupéfiants ;
- b) Armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;
- c) explosifs ou bombes, ou leurs pièces;
- d) les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires ;

NOTE SPÉCIALE: Vérifier le Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (DORS/92-620) : limite de 50.00\$ dans un établissement à sécurité minimale, limite de 25.00\$ dans un établissement à sécurité moyenne, maximale ou à niveaux multiples .

- e) toutes autres choses possédées sans autorisation et susceptibles de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.
- f) Les appareils de télécommunication ;
- g) Les produits du tabac et produits associés, incluant mais ne s'y limitant pas, les cigarettes, cigares, tabac, tabac à chique, confectionneuses de cigarettes, allumettes et briquets sont considérés comme des objets non autorisés

1.2.2 D'autres définitions :

- a) « véhicule commercial » Véhicule destiné au transport du matériel, de l'équipement ou des outils nécessaires aux travaux;
- b) « SCC » Service correctionnel du Canada;
- c) « directeur » Directeur ou surintendant de l'établissement, selon le cas;
- d) « employé de la construction » Employé de l'entrepreneur principal, de l'un des sous-entrepreneurs, des conducteurs de matériel, des fournisseurs de matériel, des entreprises d'évaluation ou d'inspection ou des organismes de réglementation;
- e) « ingénieur » Gestionnaire du projet, du Service correctionnel du Canada;
- f) « périmètre » Aire de l'établissement entouré de clôtures ou de murs empêchant la circulation des détenus;

- g) « enceinte de construction » Aire où, comme l'indiquent les plans du projet, l'entrepreneur a l'autorisation de travailler. Celle-ci peut être isolée de l'enceinte de sécurité de l'établissement.

1.3 MESURES PRÉLIMINAIRES

- 1.3.1 Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit rencontrer le directeur ou son représentant afin :

- a) de discuter de la nature et de l'étendue des activités liées au projet;
- b) d'établir des mesures de sécurité acceptables de part et d'autre, conformément à la présente directive et aux besoins spécifiques de l'établissement.

- 1.3.2 L'entrepreneur doit :

- a) veiller à informer les employés de l'entrepreneur des exigences en matière de sécurité.
- b) veiller à ce que les exigences en matière de sécurité soient toujours affichées bien en vue sur le chantier.
- c) collaborer avec le personnel de l'établissement pour voir à ce que les employés de la construction respectent les exigences en matière de sécurité.

1.4 EMPLOYÉS DE L'ENTREPRENEUR

- 1.4.1 Remettre au directeur la liste des noms et des dates de naissance de tous les employés devant travailler sur le chantier de construction, ainsi que la demande d'autorisation de sécurité de chacun.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, les exigences sont moindres relatives à des employés qui ne travailleront sur le chantier que pour une très brève période.

- 1.4.2 Prévoir deux (2) semaines pour le traitement des demandes d'autorisation de sécurité. Aucun employé ne sera admis à l'établissement sans autorisation de sécurité dûment approuvée, ni carte d'identité avec photo récente tel le permis de conduire d'une province. Les autorisations de sécurité sont propres à chaque établissement du SCC.

- 1.4.3 Le directeur peut exiger que les visages des employés soient photographiés afin que les photographies soient affichées aux endroits voulus de l'établissement ou versées dans une base de données pour les besoins de l'identification. En outre, le directeur peut exiger que les employés de la construction portent leur photo bien en évidence sur leurs vêtements lorsque les employés sont sur le terrain de l'établissement.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier le mode de réglementation de ce point auprès de l'établissement.

- 1.4.4 L'entrée sur les lieux de l'établissement est interdite à toute personne dont on a des motifs de croire qu'elle présente un risque pour la sécurité.
- 1.4.5 Toute personne sera immédiatement expulsée des lieux de l'établissement si :

- a) elle semble être sous l'emprise de l'alcool, de la drogue ou de stupéfiants;
- b) elle a une conduite anormale ou désordonnée;
- c) elle possède des objets interdits.

1.5 VÉHICULES

- 1.5.1 Toute personne laissant un véhicule sans surveillance sur les lieux du SCC doit en fermer les fenêtres et en verrouiller les portières et les coffres. Le propriétaire du véhicule ou l'employé de l'entreprise propriétaire doit veiller à garder les clés en sécurité sur sa personne.

NOTE SPÉCIALE : L'établissement peut exiger que tous les véhicules et l'équipement motorisé soient munis d'un dispositif permettant de verrouiller le bouchon du réservoir d'essence.

- 1.5.2 À tout moment, le directeur peut limiter le nombre et le type de véhicules permis dans l'enceinte de l'établissement.

- 1.5.3 Les livreurs de matériel nécessaire au projet ne sont pas tenus de faire l'objet d'une autorisation de sécurité, mais ils ne doivent pas s'éloigner de leur véhicule dans l'établissement, et le directeur peut exiger qu'ils soient accompagnés par des employés de l'établissement.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, tous les livreurs doivent obtenir une autorisation de sécurité.

- 1.5.4 Si le directeur permet qu'on laisse des remorques dans l'enceinte de sécurité de l'établissement, les portes de celles-ci doivent être verrouillées en tout temps, comme doivent aussi l'être les fenêtres, quand les remorques sont laissées inoccupées. Les fenêtres seront protégées par un treillis en métal déployé.

1.6 STATIONNEMENT

- 1.6.1 Le directeur désigne les aires de stationnement autorisées des véhicules. Si des personnes stationnent ailleurs, leur véhicule peut être enlevé.

1.7 ENVOIS

- 1.7.1 Tout envoi de matériel, d'équipement ou d'outils pour le projet doit être adressé à l'entrepreneur pour bien le distinguer des envois destinés à l'établissement. L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés soient sur place pour recevoir les envois, car le personnel du SCC n'acceptera **aucun** envoi de matériel, d'équipement ou d'outils destinés au projet.

1.8 APPAREILS DE COMMUNICATION

- 1.8.1 Toute installation de téléphone, de télécopieur ou d'ordinateur muni d'une connexion Internet doit être approuvée par le directeur.
- 1.8.2 Le directeur doit veiller à ce que les téléphones, les télécopieurs et les ordinateurs munis d'une connexion Internet ne soient pas installés dans un lieu accessible aux détenus. L'accès aux ordinateurs est protégé au moyen d'un mot de passe, interdisant ainsi toute connexion

Internet au personnel non autorisé.

- 1.8.3 Sauf autorisation expresse du directeur, les téléphones cellulaires ou numériques sans fil, incluant mais non limités aux appareils de messagerie, téléavertisseurs, BlackBerries, téléphones utilisés comme radios bidirectionnelles, sont interdits dans l'établissement. Même s'ils sont permis, les téléphones cellulaires ne peuvent être utilisés par les détenus.
- 1.8.4 Le directeur peut approuver mais limiter l'utilisation de radios bidirectionnelles.

NOTE SPÉCIALE : Dans quelques établissements, les téléphones cellulaires ou numériques ou les radios bidirectionnelles sont permis, mais selon certaines conditions. Par exemple, on peut exiger qu'ils ne soient pas utilisés dans des zones accessibles aux détenus.

1.9 OUTILS ET EQUIPEMENTS

- 1.9.1 Tenir la liste complète des outils et des équipements utilisés au cours des travaux. Soumettre la liste à l'inspection quand il le faut.

NOTE SPÉCIALE : Obtenir de l'établissement la liste des outils et des équipements interdits/à usage restreint qui sont prohibés pour un projet. Insérer la liste ci-après.

- 1.9.2 Tenir à jour la liste des outils et des équipements tout au long des travaux.
- 1.9.3 Ne jamais laisser les outils sans surveillance, particulièrement les outils mécaniques, les outils munis de cartouches, les cartouches, les limes, les lames à scie, les scies au carbure, les fils, les cordes, les échelles et tout ce qui sert à lever (crics, vérins, etc.).
- 1.9.4 Entreposer les outils et les équipements en un lieu sûr autorisé.
- 1.9.5 Verrouiller tous les coffres à outils après usage. Les employés de la construction doivent garder les clés avec eux en tout temps. Fixer et verrouiller les échafaudages non érigés ; quand érigés, les échafaudages devront être fixés de façon sécuritaire à la satisfaction du représentant de l'établissement.
- 1.9.6 Aviser immédiatement le directeur de toute perte ou disparition d'outil ou d'équipement.
- 1.9.7 Le directeur doit veiller à ce que le personnel de sécurité effectue des contrôles des outils et des équipements de l'entrepreneur, en fonction de la liste fournie par celui-ci, aux moments suivants :
- a) au début et à la fin de chaque projet;
 - b) chaque semaine, si le projet dure plus d'une semaine

NOTE SPÉCIALE : Certains établissements exigent de retirer quotidiennement les outils et les équipements du lieu de travail (p. ex. un milieu occupé).

- 1.9.8 Certains outils/équipements telles les cartouches et les lames de scie à métaux sont des articles dont le contrôle est très serré. L'entrepreneur reçoit au début de la journée une quantité suffisante pour le travail d'une journée. Les lames/cartouches utilisées sont remises au représentant du directeur à la fin de chaque jour.

NOTE SPÉCIALE : La façon de gérer les articles faisant l'objet d'un contrôle varie d'un établissement à l'autre. Il faudrait donc vérifier.

- 1.9.9 Si du propane ou du gaz naturel est utilisé pour le chauffage des travaux, l'établissement exigera qu'un employé supervise le site des travaux en dehors des heures de travail.

NOTE SPÉCIALE : Cette question est préoccupante si le site des travaux est situé à proximité des unités d'habitation des détenus. Un feu peut mettre des vies humaines en danger. Vérifier la politique de l'établissement à ce sujet.

1.10 DISPOSITIFS DE SECURITE

- 1.10.1 Remettre tous les dispositifs de sécurité désinstallés au directeur de l'établissement afin qu'il veille à les éliminer ou à les garder en lieu sûr pour réutilisation ultérieure.

1.11 MEDICAMENTS D'ORDONNANCE

- 1.11.1 Les employés de la construction qui doivent prendre des médicaments d'ordonnance au cours de la journée de travail sont tenus d'obtenir l'autorisation du directeur pour apporter avec eux la posologie d'une journée dans l'établissement.

1.12 RESTRICTIONS SUR L'USAGE DU TABAC

- 1.12.1 Les entrepreneurs et les employés de la construction ne sont pas autorisés à fumer à l'intérieur des établissements correctionnels ou à l'air libre à l'intérieur du périmètre d'un établissement correctionnel. Ils ne doivent pas, à l'intérieur du périmètre, avoir en leur possession des produits du tabac non autorisés.
- 1.12.2 Les entrepreneurs et les employés de la construction qui sont en violation de cette politique se feront demander d'immédiatement cesser de fumer ou de jeter tout produit du tabac non autorisé. S'ils persistent, ils seront enjoins de quitter l'établissement.
- 1.12.3 Il ne sera permis de fumer qu'hors du périmètre de l'établissement correctionnel, à l'endroit désigné par le Directeur.

1.13 OBJETS INTERDITS

- 1.13.1 Les armes, les munitions, les explosifs, les boissons alcoolisées, les drogues et les stupéfiants sont interdits sur les lieux de l'établissement.
- 1.13.2 Si des objets interdits sont trouvés en la possession d'une personne sur la réserve carcérale, il faut en aviser immédiatement le directeur.
- 1.13.3 L'entrepreneur doit être vigilant à l'égard de ses employés et des employés des sous-entrepreneurs. Si des objets interdits sont trouvés, la personne qui les a introduits peut se voir révoquer son autorisation de sécurité. Si l'infraction est grave, la compagnie concernée peut se faire expulser de l'établissement pour la durée des travaux.
- 1.13.4 Si des armes ou des munitions sont trouvées dans le véhicule d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur, d'un fournisseur ou d'un employé de ceux-ci, l'autorisation de sécurité du conducteur du véhicule sera révoquée sur-le-champ.

1.14 FOUILLES

- 1.14.1 Toute personne et véhicule arrivant à l'établissement peut faire l'objet d'une fouille.
- 1.14.2 Si le directeur a des motifs raisonnables de croire qu'un employé de l'entrepreneur est en possession d'un objet interdit, il peut ordonner que la personne soit fouillée.
- 1.14.3 Les effets personnels de tout employé arrivant à l'établissement peuvent faire l'objet de vérifications destinées à relever des résidus de drogues interdites.

1.15 ACCES A L'ETABLISSEMENT ET ENLEVEMENT DES VEHICULES

- 1.15.1 Sauf autorisation expresse du directeur, les employés de la construction et les véhicules commerciaux ne sont pas admis sur les lieux de l'établissement après les heures de travail normales.

1.16 CIRCULATION DE VEHICULES

- 1.16.1 Les véhicules peuvent entrer sur les lieux de l'établissement et en sortir, sous escorte, par la barrière d'accès aux véhicules, aux périodes suivantes indiquées à la section 01 14 00.
- 1.16.2 Les véhicules de l'entrepreneur ne peuvent quitter l'établissement avant qu'un dénombrement des détenus n'ait été effectué.

NOTE SPÉCIALE : Les heures varient d'un établissement à l'autre. Il convient donc de vérifier auprès de l'établissement concerné.

- 1.16.3 L'entrepreneur doit aviser le directeur vingt-quatre (24) heures à l'avance de l'arrivée des équipements lourds, tels que des camions à béton et des grues.
- 1.16.4 Les véhicules chargés de sol ou de détritux jugés impossibles à fouiller doivent faire l'objet d'une surveillance constante de la part d'employés du SCC ou de commissionnaires qui relèvent du directeur.
- 1.16.5 Avant qu'un véhicule commercial ne soit admis dans l'enceinte de l'établissement, l'entrepreneur ou son représentant doit attester que le contenu du véhicule est strictement nécessaire à l'exécution du projet des travaux.
- 1.16.6 L'entrée est refusée à tout véhicule dont le directeur juge que le contenu présente un risque pour la sécurité de l'établissement.
- 1.16.7 Les voitures particulières des employés de la construction ne sont pas admises au sein de la clôture ou des murailles de sécurité des établissements à sécurité moyenne ou maximale sans la permission expresse du directeur.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier auprès de l'établissement sa politique sur les voitures particulières des employés.

- 1.16.8 Sous réserve de l'autorisation préalable du directeur, on peut utiliser un véhicule le matin pour amener un groupe d'employés au chantier et le soir pour les en ramener, mais le véhicule ne peut pas rester sur les lieux pendant la journée.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier auprès de l'établissement sa politique sur les véhicules de transport des employés.

- 1.16.9 Sous réserve de l'autorisation du directeur, on peut laisser certains équipements sur le chantier la nuit ou la fin de semaine. Ceux-ci doivent être verrouillés et leur batterie retirée. Le directeur peut exiger que les équipements soient attachés avec une chaîne et un cadenas à un autre objet solide.

1.17 CIRCULATION DES EMPLOYÉS DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DE L'ÉTABLISSEMENT

- 1.17.1 Sous réserve de la nécessité de bien assurer la sécurité, le directeur laisse à l'entrepreneur et à ses employés autant de liberté de circulation et d'autonomie d'action que possible.

- 1.17.2 Malgré le paragraphe précédent, le directeur peut :

- a) interdire l'accès à des zones de l'établissement;
- b) exiger que, pendant toute la durée des travaux ou à certaines périodes, les employés de la construction soient accompagnés par un agent de sécurité du SCC dans des zones désignées.
- c) Tous les employés doivent demeurer sur le chantier pendant les pauses café/santé et le dîner. Ils n'ont pas le droit de manger dans la salle de repos ni dans la salle à manger des agents de correction.

1.18 SURVEILLANCE ET INSPECTION

- 1.18.1 Les activités de l'entrepreneur et la circulation connexe de personnel et de véhicules font l'objet de la surveillance et de l'inspection du personnel de sécurité du SCC afin d'assurer le respect des normes de sécurité établies.
- 1.18.2 Au début et tout au long des travaux, le personnel du SCC doit veiller à faire comprendre la nécessité de la surveillance et des inspections aux employés de la construction.

1.19 ARRET DE TRAVAIL

- 1.19.1 À tout moment, le directeur peut demander à l'entrepreneur, à ses employés, aux sous-entrepreneurs ou à leurs employés de ne pas entrer au chantier ou de le quitter immédiatement en raison d'un incident de sécurité en cours dans l'établissement. Le superviseur du chantier désigné par l'entrepreneur doit noter le nom de l'employé qui transmet la demande et l'heure, puis exécuter l'ordre le plus tôt possible.
- 1.19.2 Dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent l'arrêt de travail, l'entrepreneur doit en aviser l'ingénieur.

1.20 CONTACT AVEC LES DETENUS

- 1.20.1 Sans autorisation particulière, il est interdit d'entrer en contact avec les détenus, de leur parler, de leur donner des objets ou d'en recevoir. Toute infraction à la présente consigne entraîne l'expulsion du chantier de l'employé responsable et la révocation de son autorisation de

sécurité.

NOTE SPÉCIALE : Si le projet fait intervenir de la main-d'œuvre de Corcan et des détenus, vérifier auprès de l'établissement sa politique sur le contact avec les détenus.

1.20.2 Il est interdit de photographier les détenus ou les employés du SCC. En outre, il est défendu de photographier les zones de l'établissement dont la prise en photo n'est pas nécessaire à l'exécution du présent contrat.

1.21 ACHEVEMENT DES TRAVAUX

1.21.1 Sauf indication contraire dans le contrat, à l'achèvement du projet de construction ou, le cas échéant, à la prise en charge des installations, l'entrepreneur doit enlever tout le matériel, les outils et les équipements de l'établissement.

FIN DE LA SECTION 01 35 13

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

L'Entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier ainsi que la protection de l'environnement ait toujours préséance sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.

1.2 RÉFÉRENCES

- 1.2.1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
- 1.2.2 Association canadienne de normalisation (CSA).
- 1.2.3 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) /Santé Canada.
 - 1.2.3.1 Fiche signalétique (FS).
- 1.2.4 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q. Chapitre S-2.1[2002].
- 1.2.5 Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6 [2001].

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

À la demande du représentant désigné du SCC,

- 1.3.1 Transmettre au Représentant ministériel et à la CSST, le programme de prévention spécifique au chantier de construction, tel que décrit à l'article 1.8, au moins dix (10) jours avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le Représentant ministériel peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du chantier. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.
- 1.3.2 Transmettre au Représentant ministériel, dans les vingt-quatre (24) heures, une copie de tout rapport d'inspection, avis de correction, ou recommandations émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.
- 1.3.3 Transmettre au Représentant ministériel, dans les vingt-quatre (24) heures, un rapport d'enquête pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque.
- 1.3.4 Transmettre au Représentant ministériel toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés au chantier, et ce, au moins trois (3) jours avant leur utilisation sur le chantier.
- 1.3.5 Transmettre au Représentant ministériel les copies des certificats de formation qui sont requis pour l'application du programme de prévention, notamment:

- a. Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction
 - b. Attestation d'agent de sécurité
 - c. Secourisme en milieu de travail et réanimation cardiorespiratoire
 - d. Travaux susceptibles d'émettre des poussières d'amiante
 - e. Travaux en espaces clos
 - f. Procédure de cadenassage
 - g. Port et ajustement des équipements de protection individuelle
 - h. Conduite sécuritaire des chariots élévateurs
 - i. Plates-formes de travail élévatrices
 - j. Et toute autre formation requise par règlement ou par le programme de prévention
- 1.3.6 Examens médicaux : Lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, d'un devis ou d'un programme de prévention, l'entrepreneur doit:
- i. Avant la mobilisation, transmettre au Représentant ministériel les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés visés par le premier paragraphe du présent article qui seront présents à l'ouverture du chantier.
 - ii. Transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées au chantier qui sont visées par le premier paragraphe du présent article.
- 1.3.7 Avis d'ouverture de chantier : l'avis d'ouverture de chantier doit être transmis à la Commission de la santé et de la sécurité du travail avant le début des travaux, avec copie au Représentant ministériel. Une copie de cet avis doit aussi être affichée bien en vue au chantier. Lors de la démobilisation, l'avis de fermeture doit être transmis à la CSST, avec copie au Représentant ministériel.
- 1.3.8 Plans et attestations de conformité d'ingénieur : l'Entrepreneur doit transmettre à la CSST et au Représentant ministériel une copie signée et scellée par un ingénieur de tous les plans et attestations de conformité qui sont requis en vertu du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6), d'une autre loi, d'un autre règlement ou d'une autre clause du devis ou du contrat. Une copie de ces documents doit être disponible en tout temps au chantier.
- 1.3.9 Attestation de conformité délivrée par la CSST : l'Attestation de conformité est un document délivré par la CSST confirmant que l'entrepreneur est en règle avec la CSST, c'est-à-dire qu'il lui a versé toutes les sommes dues relativement à un contrat donné. Ce document doit être fourni au Représentant ministériel à la fin des travaux.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES

- 1.4.1 L'Entrepreneur doit procéder à une identification des dangers relatifs à chacune des tâches effectuées sur le chantier.
- 1.4.2 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes

est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN/CSA-Z-259.10-M90. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.

- 1.4.3 Un équipement, un outil ou un moyen de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- 1.4.4 Tous les équipements mécaniques doivent être inspectés avant leur livraison sur le chantier. Avant l'utilisation d'un équipement mécanique l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant ministériel une attestation de conformité signée par un mécanicien compétent. Le Représentant ministériel peut en tout temps, s'il suspecte une défectuosité ou un risque d'accident, ordonner l'arrêt immédiat de l'équipement et exiger une deuxième inspection par un spécialiste de son choix.

1.5 RÉUNIONS

- 1.5.1 Un représentant décisionnel de l'entrepreneur doit assister à toutes et les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier.

1.6 EXIGENCES DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION

- 1.6.1 Se conformer à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes qui sont applicables à l'exécution des travaux.
- 1.6.2 Observer les normes et les règlements prescrits afin de garantir un déroulement normal des travaux sur les terrains contaminés par des matières dangereuses ou toxiques.
- 1.6.3 Nonobstant la date de publication des normes indiquée dans le code de sécurité pour les travaux de construction, on doit toujours utiliser la version en vigueur au moment où elle s'applique.

1.7 GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- 1.7.1 Accepter et assumer toutes les tâches et les obligations normalement dévolues au maître d'œuvre en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) et du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6).
- 1.7.2 Élaborer un programme de prévention spécifique au chantier qui soit basé sur l'identification des risques et mettre en application ce programme du début du projet jusqu'à la dernière étape de la démobilisation. Le programme de prévention doit tenir compte des informations qui apparaissent à l'article 1.7. Il doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article 1.2. Le programme de prévention doit inclure au minimum :
 - a) La politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
 - b) La description des travaux, le coût total des travaux, l'échéancier et la courbe prévue des effectifs;
 - c) L'organigramme des responsabilités en matière de santé et sécurité;
 - d) L'organisation physique et matérielle du chantier;
 - e) Les normes de premiers secours et premiers soins;

- f) L'identification des risques par rapport au chantier;
- g) L'identification des risques en relation avec les tâches effectuées, incluant les mesures de prévention et les modalités de mise en application;
- h) La formation requise;
- i) La procédure en cas d'accident/blessures;
- j) L'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention;
- k) Une grille d'inspection du chantier basée sur les mesures préventives.

1.8 RESPONSABILITÉS

- 1.8.1 Peu importe la taille du chantier ou le nombre de travailleurs présents, nommer une personne compétente comme superviseur et responsable de la santé et de la sécurité. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens à pied d'œuvre et dans l'environnement immédiat du chantier qui pourrait être affecté par le déroulement des travaux.
- 1.8.2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale et provinciale, les normes qui sont applicables et le programme de prévention spécifique au chantier et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.
- 1.8.3 Prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le chantier propre et bien ordonné, tout au long des travaux.

1.9 COMMUNICATION ET AFFICHAGE

- 1.9.1 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité sur le chantier. Dès leur arrivée au chantier, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. L'Entrepreneur doit insister sur le droit des travailleurs de refuser d'exécuter un travail s'ils croient que ce travail peut compromettre leur santé, leur sécurité, leur intégrité physique ou celles des autres personnes présentes sur le chantier. Il doit conserver sur le chantier et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.
- 1.9.2 Les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs :
 - a) Avis d'ouverture du chantier;
 - b) Identification du maître d'œuvre;
 - c) Politique de l'entreprise en matière de SST;
 - d) Programme de prévention spécifique au chantier;
 - e) Plan d'urgence (si requis);
 - f) Fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier;
 - g) Procès-verbaux des réunions du comité de chantier;

- h) Noms des représentants au comité de chantier (si requis);
- i) Nom des secouristes;
- j) Rapports d'intervention et de correction émis par la CSST.

1.10 IMPRÉVUS

- 1.10.1 Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis et non identifiable lors de l'inspection préliminaire du chantier apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir le Représentant ministériel verbalement et par écrit. L'Entrepreneur doit par la suite faire les modifications nécessaires au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.

1.11 PISTOLETS DE SCCELLEMENT ET AUTRES DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- 1.11.1 L'utilisation de pistolets de scellement ou d'autres dispositifs à cartouches est interdit.

FIN DE LA SECTION 01 35 30

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. PROPRETÉ DU CHANTIER

- 1.1.1. Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.
- 1.1.2. Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- 1.1.3. Si requis, prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- 1.1.4. Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- 1.1.5. Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- 1.1.6. Nettoyer les routes existantes qui auront été empruntées par les véhicules de l'Entrepreneur. Le nettoyage doit être quotidien.

1.2. NETTOYAGE FINAL

- 1.2.1. Balayer et nettoyer les revêtements durs et ratisser le reste du terrain.

1.3. MESURAGE POUR FIN DE PAIEMENT

- 1.3.1. Il n'y aura pas de mesurage à faire au terme de la présente section. Répartir le coût des travaux de nettoyage dans les différents items de la soumission.

FIN DE LA SECTION 01 74 11



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

1.2 EXIGENCES TECHNIQUES

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

1.1.1 Cette section décrit le service de machinerie lourde.

1.2 RÉFÉRENCES

- 1.2.1 Code national du bâtiment du Canada (CNB) 2005, incluant toutes les modifications jusqu'à date.
- 1.2.2 L.R.Q., chapitre S-2.1 - Loi sur la santé et la sécurité du travail et le règlement r. 19.01 à jour au 1^{er} octobre 2010.
- 1.2.3 Santé Canada - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
- 1.2.4 Fiches signalétiques (FS).
- 1.2.5 Le Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) à jour au 1er janvier 2012

1.3 CODES

- 1.3.1 Exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB), et à tout autre code provincial ou local qui s'appliquent. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- 1.3.2 Respecter toutes les exigences des Normes du Conseil du Trésor en matière de protection incendie, le Code national du bâtiment et le Code national de protection incendie (CNPI).
- 1.3.3 Lorsque la situation ou la loi l'exige, L'entrepreneur doit demander la présence d'un professionnel (tel ingénieur) avant de procéder à certains travaux comportant des risques.

1.4 QUALIFICATIONS

- 1.4.1 L'entrepreneur devra fournir une copie de sa License valide provenant de la régie du bâtiment du Québec (RBQ), dans la catégorie 2.5 pour effectuer les travaux qui y sont décrits. L'entrepreneur devra également fournir une preuve certifiant qu'il a les qualifications et les permis requis pour effectuer des travaux sur les réseaux souterrains destinés au transport et stockage de l'eau potable.
- 1.4.2 En ce sens l'entrepreneur devra s'assurer que son personnel est reconnu compétent au regard de la catégorie pertinente d'installations mentionnées au paragraphe 1.4.1. Ainsi, le personnel doit satisfaire à la condition suivante :
 - a) Être titulaire d'un diplôme, d'un certificat d'études ou d'une attestation d'études faisant mention qu'il a suivi et réussi une formation en traitement et distribution de l'eau potable pour la catégorie pertinente d'installations qui est reconnue par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

1.5 LISTE D'ÉQUIPEMENTS

1.5.1 L'entrepreneur doit fournir de l'équipement en parfaite condition, bien entretenu, exempt de fuite d'huile ou autres liquides, inspectés, conforme aux normes en vigueur et considéré comme récent.

1.5.2 L'entrepreneur doit pouvoir fournir l'équipement et les opérateurs énumérés ci-dessous :

1.5.1 Camion bascule avec chauffeur

1.5.1.1 Camion à bascule 10 roues, avec chauffeur.

1.5.1.2 Camion à bascule 12 roues, avec chauffeur.

1.5.2 Chargeur /rétro caveuse et opérateur

1.5.2.1 Chargeur / Rétrocaveuse "PÉPINE" 4 roues motrices, puissance nette minimum de 80 C.V. (59.7 KW) Rétrocaveuse avec flèche télescopique, godet du chargeur + 80" (2 m) 1 verge cube (0,77 m³) avec opérateur.

1.5.2.2 Incluant accessoires disponibles selon les besoins :

(a) Godet rétro caveuse pour tranchée gros travaux de 24" (600 mm) de largeur ayant une capacité de 6,4 pi³ (0,18 m³) avec opérateur.

(b) Godet rétro caveuse pour tranchés gros travaux 12" (305 mm) de largeur ayant une capacité de 2,8 pi³ (0,08 m³).

(c) Godet rétro caveuse pour fossé 36" (915 mm) de largeur ayant une capacité de 11,91 pi³ (0,31 m³).

1.5.2.3 Chargeur / Rétrocaveuse "PÉPINE" 4 roues motrices, puissance nette minimum de 80 C.V. (59.7 KW) godet du chargeur + 80" (2 m) 1 verge cube (0,77 m³) équipée d'un marteau hydraulique piqueur (TRAMAC) avec opérateur.

1.5.3 Pelle hydraulique avec Opérateur

1.5.3.1 Pelle hydraulique sur chenilles avec puissance nette minimum de 125 C.V. (93.2 KW) godet d'excavation pour gros travaux de 1,25 verge cube (0,75 m³) min. avec opérateur. Incluant godet pour fossé si requis.

1.5.3.2 Pelle hydraulique sur chenilles avec puissance nette minimum de 200 C.V. (93.2 KW) godet d'excavation pour gros travaux de 2,5 verges cube (1,5 m³) min. avec opérateur. Incluant godet pour fossé si requis.

1.5.3.3 Pelle hydraulique sur chenilles, puissance nette minimum de 125 C.V. (93.2 KW) avec marteau hydraulique piqueur TRAMCAM, avec opérateur.

1.5.3.4 Pelle hydraulique sur chenilles, puissance nette minimum de 125 C.V. (93.2 KW) avec broyeur hydraulique forestier avec rotor, avec opérateur.

- 1.5.3.5 Mini-pelle hydraulique sur chenilles avec puissance nette minimum de 30 C.V. (22.4 KW), de catégorie de 3 tonnes minimal, godet d'excavation pour gros travaux, avec opérateur. Incluant godet pour fossé si requis.

1.5.4 Chargeur articulé avec opérateur

- 1.5.4.1 Chargeur articulé sur pneus (Loader) d'une puissance nette minimum de 130 C.V. (96.9 KW) avec godet d'une capacité de 2,5 verges cube (1,5 m³) avec opérateur.

- 1.5.4.2 Incluant accessoires disponibles selon les besoins :

- (a) Fourches de manutention de 6' (1,8 m)
- (b) Godet à matériaux légers (neige)
- (c) souffleuse à neige frontale amovible industrielle à haut-volume

1.5.5 Niveleuse avec Opérateur

- 1.5.5.1 Niveleuse (Grader) sur lame de 18" (330 mm) puissance nette minimum de 150 C.V. (111.9 KW) avec opérateur.

1.5.6 Bouteur avec Opérateur

- 1.5.6.1 Bouteur (Bulldozer) sur chenille, puissance nette minimum de 89 C.V. (66 KW) lame de 96" (2,4 m) de largeur, chenille d'une largeur de 20" ou plus, avec opérateur.
- 1.5.6.2 Bouteur (Bulldozer) sur chenille, puissance nette puissance de 200 C.V. (150 KW) lame de 120" (3 m) de largeur, chenille d'une largeur de 26" ou plus, avec opérateur.

1.5.7 Rouleau compacteur avec Opérateur

- 1.5.7.1 Rouleau compacteur automotrice, puissance nette minimum de 25 000 livres de compaction, largeur minimal de 72 pouces, avec opérateur.

1.5.8 Camion de service avec Manœuvre

- 1.5.8.1 Camion de service avec journalier incluant deux pompes submersibles de plus de 2 pouces de diamètre, échelles, scie à essence, outillages requis pour réparation d'aqueduc et d'égout, équipement de compaction de type plaque vibrante à essence ainsi que de type « jumping jack », outillage de jardins, lumières d'appoint et barricade de sécurité.

1.5.9 Main d'œuvre lorsque nécessaire

- 1.5.9.1 Compagnon
1.5.9.2 Manœuvre

1.5.10 Équipements divers : Unité de service

1.5.10.1 La liste d'outils et matériaux minimums que l'entrepreneur doit avoir en se présentant en établissement est :

- (a) Unité de service avec tous les équipements et pièces de base suivantes :
 - Scie à essence pour béton et asphalte;
 - Équipements liés à la sécurité des personnes pour chacun des travailleurs présents lors des travaux;
 - Équipements liés à la sécurité des excavation, barrières, feux, ruban de sécurité, etc;
 - Trois échelles ajustables pour rejoindre le fond des tranchées;
 - Un compacteur manuel (de type jumping jack) avec 4 litres d'essence;
 - Une pompe submersible électrique;
 - Une pompe à essence, 3 pouces de diam. Pour eau boueuse (trash pump);
 - Essence pour outillage (pompe, génératrice).
- (b) Un coffre à outils comprenant :
 - Jeu de clé standard allant jusqu'à 1 ½ po.;
 - Jeu de douilles standard et métrique à prise 38po. et 1/2po.;
 - Jeu de clé Allen;
 - Marteau;
 - Scie à métaux;
 - Masse;
 - Niveau;
 - Clé anglaise;
 - Deux pelles rondes;
 - Une génératrice de puissance suffisante pour la pompe électrique;
 - Un gallon d'eau de javel pour la désinfection des pièces d'aqueduc d'eau potable;
 - Chaines et élingues pour la manutention des pièces, équipements et outillage.
- (c) Au besoin : Livraison, incluant la manutention de cages d'étalement en acier conformes à la réglementation en vigueur de dimension minimale de 12 X 6 X 8 pieds de profond. Les chaines pour l'installation de ces cages doivent également être fournies.

1.6 PERMIS ET RÉGLEMENTS

- 1.6.1 L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et à tous les règlements relatifs aux travaux, qu'ils soient d'application fédérale, provinciale ou municipale, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que le Canada.
- 1.6.2 L'entrepreneur doit payer les frais pour tous les permis, les certificats et les licences relatifs aux travaux. Sur demande de l'autorité technique, l'entrepreneur fournira la preuve qu'il respecte ses obligations légales relatives auxdits permis, certificats et licences.
- 1.6.3 L'entrepreneur doit faire effectuer tous les repérages des services souterrains requis par les organismes compétents avant toute intervention sur les terrains.

- 1.6.4 Lorsque la situation ou la loi l'exige, L'entrepreneur doit demander la présence d'un professionnel (tel ingénieur) avant de procéder à certains travaux comportant des risques.
- 1.6.5 L'entrepreneur devra se conformer à la procédure d'excavation qui a été élaborée pour les besoins des deux établissements qui se trouve à la section 4 des exigences techniques.

1.7 ADJUDICATION D'UNE COMMANDE SUBSÉQUENTE

- 1.7.1 Toutes les commandes subséquentes doivent débiter par une évaluation des travaux et présentée sur un bordereau d'évaluation préliminaire.
- 1.7.2 Suite à un appel du SCC pour une commande subséquente, l'entrepreneur, sur demande du SCC, doit se rendre à pied d'œuvre, à ses frais, pour évaluer la portée des travaux.
- 1.7.3 Avant chaque mandat, le SCC fournira un plan des installations visées et l'entrepreneur doit développer sa stratégie d'opération et la soumettre par écrit pour approbation du SCC.
- 1.7.4 Sur réception du bordereau d'évaluation préliminaire, l'autorité technique du SCC autorisera les travaux par écrit et définira les modalités d'exécutions des travaux propres à l'ouvrage.
- 1.7.5 Les représentants de l'entrepreneur effectuant les travaux devront compléter la feuille de travail émis par le SCC à la fin de chaque journée de travail en prenant soin de compléter toutes les sections. Le nombre d'heures indiqué sur la feuille de travail doit être contrôlé, approuvé par l'autorité technique du SCC. Ceux-ci devront recueillir la signature de l'autorité technique du SCC pour assurer la validité du document.
- 1.7.6 Les feuilles de travail doivent être remises à la fin de chacune des journées travaillées à l'autorité technique du SCC.
- 1.7.7 La facturation doit être détaillée et conforme aux taux émis dans l'offre à commandes et justifié au niveau du nombre d'heures par les feuilles de travail validées par l'autorité technique du SCC.
- 1.7.8 L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique du SCC de l'état d'avancement à 75%. Si l'entrepreneur anticipe un dépassement de l'évaluation préliminaire, il doit en aviser l'autorité technique à 75% du travail ou avant. Si l'entrepreneur omet intentionnellement ou non d'effectuer cet état d'avancement, il ne pourra facturer des heures non approuvées.
- 1.7.9 Tout retard pouvant occasionner des frais supplémentaires au SCC peut être crédité sur les travaux de l'entrepreneur.
- 1.7.10 L'entrepreneur ne peut pas effectuer de sous-traitance dans le cadre d'une commande subséquente.
- 1.7.11 Pour la durée de l'offre à commandes, le SCC garantira trois (3) heures par appel de service. Le temps payé sera calculé au moment de l'arrivée et du départ à l'établissement.
- 1.7.12 Le paiement pour les services rendus se fera au tarif horaire soumissionné et sur réception des factures.
- 1.7.13 Tout changement ultérieur à la présente soumission, ne modifiera en rien les taux soumissionnés.

1.8 APPELS DE SERVICES POUR TRAVAUX EN URGENCE

- 1.8.1 Pour les travaux dit en urgence, l'entrepreneur doit débiter les travaux dans les trois (3) heures suites à une confirmation téléphonique ou autres de l'autorité technique du SCC ou dans les meilleurs délais.
- 1.8.2 L'entrepreneur doit fournir un numéro de téléphone d'urgence afin d'être rejoint et il doit être disponible 24H / 24H et ce 7 jours / semaines.
- 1.8.3 L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre qualifiée, l'outillage et équipements nécessaires pour effectuer des travaux en urgence.
- 1.8.4 Ne pas confondre « travaux d'urgences » et « travaux planifiés » en dehors des heures ouvrables :
 - 1.8.4.1 On entend par « *travaux d'urgence* » un appel de service placé par l'établissement requérant une mobilisation immédiate de l'entrepreneur à moins de vingt-quatre (24) heures de préavis, et ce, indépendamment de la période de tarification pendant laquelle l'ouvrage est effectué.
 - 1.8.4.2 On entend par « *travaux planifiés* » un appel de service placé par l'établissement avec un préavis égal ou supérieur à vingt-quatre (24) heures pour lesquels des travaux, le protocole d'adjudication d'une commande subséquente décrit au paragraphe 1.6 de la présente section peut être appliqué en son intégralité.
- 1.8.5 La tarification applicable à un appel de service d'urgence doit être exclusive à cette application.
- 1.8.6 Pour la durée de l'offre à commandes, le SCC garantira trois (3) heures par appel de service d'urgence. Le temps payé sera calculé au moment de l'arrivée et du départ de l'établissement.

1.9 BRIS DE CONDUITE

- 1.9.1 Lorsque requis, lors de bris de conduites, des réparations sur ces conduites d'aqueduc et de drainage sous-terraines pourront sur demande être effectuées par l'entrepreneur. Les pièces requises pour les raccords seront fournies par le client (SCC).

1.10 PROCÉDURE D'URGENCE

- 1.10.1 En cas d'urgence technique survenue lors des travaux : Informer immédiatement l'autorité technique du SCC de la situation et tenter au meilleur de ses capacités à réduire les dégâts tout en s'assurant de ne pas mettre sa santé et sa vie ou celle des autres en danger.
- 1.10.2 Informer l'autorité technique du SCC et attendre des instructions avant d'entreprendre des travaux supplémentaires pouvant engendrer des frais pour le SCC.

1.11 RÉSEAUX EXISTANTS

- 1.11.1 Lorsque les travaux effectués nécessitent le raccordement à des réseaux existant, exécuter ces travaux aux heures fixées par l'autorité technique, en gênant le moins possible les opérations et les activités de l'établissement.
- 1.11.2 Soumettre à l'autorité technique du SCC le calendrier des travaux et obtenir son approbation au moins 48 heures à l'avance quant à toute coupure ou interruption des réseaux ou services existant. Faire les coupures selon le calendrier approuvé et en avertir au préalable l'autorité technique.

1.12 FOURNITURE DE MATÉRIEL

- 1.12.1 L'entrepreneur pourra fournir sur demande de l'autorité technique du SCC, des pièces et/ou des matériaux utilitaires. Le matériel fourni doit être indiqué sur la feuille de travail signée et approuvée par l'autorité technique du SCC à la fin de chaque journée de travail.
- 1.12.2 Les matériaux doivent être au coût coûtant plus un pourcentage % pour le profit, administration etc... inscrire le % à l'annexe B de la demande de soumission « Bordereau de soumission ».

1.13 MAIN D'ŒUVRE

- 1.13.1 L'entrepreneur doit être en mesure de fournir plus d'une (1) équipe de travail en même temps. Une équipe de travail est définie comme, soit :
 - 1.13.1.1 Un opérateur avec machinerie;
 - 1.13.1.2 Au besoin un compagnon et/ ou manœuvre.

1.14 FRAIS ET DÉPENSES

- 1.14.1 SEULES les dépenses facturées selon les taux soumis seront payées. Les taux soumis incluent TOUT ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux conformément aux services attendus. Cela comprend entre autres : les frais et dépenses d'administration, le profit, le transport de la main-d'œuvre, de l'équipement (voir liste de matériel 1.4) et/ou tout autres frais nécessaires à la prestation des services de Machineries lourdes.

1.15 TAUX HORAIRES

- 1.15.1 SEULS les services rendus seront payés. Les taux horaires s'appliquent au temps de travail productif sur place ce qui inclut entre autres : la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage. Les taux horaires ne s'appliquent pas aux temps de repas, aux pauses non autorisées. Aucun surplus ne sera payé pour le temps de déplacement afin de se rendre sur le site. En d'autres termes, le temps payé sera calculé au moment de l'arrivée et du départ de l'établissement.

1.16 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 1.16.1 L'entrepreneur doit être capable de fournir une preuve de sa licence en vigueur provenant de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ), dans les catégories requises pour effectuer lesdits travaux.
- 1.16.2 Lors de travaux de réparation et réfection, le SCC pourrait exiger que le contremaître possède une expérience minimale de cinq (5) ans.

1.17 INSPECTION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- 1.17.1 L'entrepreneur doit compléter les travaux avec diligence, de façon satisfaisante et selon les règles de l'art. Tous les travaux effectués en vertu d'une commande subséquente ou d'une commande pour de petits projets (faible valeur) se rapportant à la présente offre à commandes seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation de l'autorité technique du SCC.

1.18 CONTROLE DE SÉCURITÉ

- 1.18.1 L'entrepreneur ne peut quitter son lieu de travail sans en avoir informé l'autorité technique du SCC.

1.19 PRODUITS**1.20 EXÉCUTION****1.21 PRESENCE D'AMIANTE**

- 1.21.1 L'enlèvement de fibre d'amiante appliquée par projection ou à la truelle peut s'avérer dangereux pour la santé. Si, au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur découvre des matériaux qui ressemblent à de l'amiante appliquée par projection ou à la truelle, il doit interrompre ses travaux et en aviser immédiatement l'autorité technique. Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites de l'autorité technique à cet égard.

2 PROCÉDURE

EXCAVATION

2.1 Objectif

Assurer la sécurité de tous les employés, des visiteurs et des détenus lors de la réalisation de travaux d'excavation.

2.2 Définition :

- 2.2.1 Travailleur effectuant les travaux : personne employé ou provenant d'une entreprise externe qui exécute concrètement des travaux d'excavation.
- 2.2.2 Responsable des travaux : Employé du SCC qui est responsable des travaux d'excavation
- 2.2.3 Personne qualifiée : Employé du SCC ou représentant d'une entreprise externe détenant une qualification en lien avec le domaine visé (électricité, gaz, plomberie, téléphonie)
- 2.2.4 Agent de projets (agent techniques) : Employé responsable de coordonner les divers projets de construction.
- 2.2.5 SGI (superviseur Gestion des installations) : Superviseur des employés affectés à l'entretien des installations
- 2.2.6 CGI (Chef Gestion des installations) : Gestionnaire du SCC qui peut autoriser les travaux.

2.3 Responsabilités :

2.3.1 Travailleur effectuant les travaux :

- 2.3.1.1 Cette personne doit avoir en main un permis avant de débiter les travaux.
- 2.3.1.2 Exécuter les travaux conformément aux informations présentes sur le permis.

2.3.2 Responsables des travaux :

- 2.3.2.1 Le responsable des travaux doit produire le permis, coordonner toutes les vérifications pertinentes, assurer la présence des entrepreneurs pertinents, s'assurer que le travailleur effectuant les travaux connaît la procédure pour les travaux d'excavation et soumettre le permis pour signature du CGI.
- 2.3.2.2 Suite aux travaux, la personne responsable devra faire le suivi sur les éléments découverts afin de s'assurer que ceux-ci se retrouvent sur les plans.

2.3.3 Personne qualifiée :

- 2.3.3.1 La personne qualifiée dont les services sont retenus doit effectuer les vérifications demandées par le responsable des travaux et lui remettre ces observations, commentaires ou réserves de façon objective et factuelle.

2.3.3.2 La personne qualifiée doit également informer le responsable des travaux de toute situation anormal, problème, manque d'information qui pourrait affecter sa capacité à effectuer la vérification.

2.3.4 CGI :

2.3.4.1 Le CGI assurera la mise en place et la surveillance de la procédure d'excavation. Le CGI est également la seule personne à autoriser les travaux.

2.3.4.2 Le CGI doit également déterminer les mesures additionnelles à prendre pour réduire les risques si nécessaires et ces mesures doivent être inscrites sur le permis.

2.4 Étape à suivre :

2.4.1 Le responsable des travaux identifie la portée des travaux à faire;

2.4.2 Le responsable des travaux informe le CGI, le SGI et les agents de projets que des travaux d'excavation seront nécessaires;

2.4.3 La stratégie de réalisation des travaux sera identifiée (travaux interne ou externe);

2.4.4 Le responsable des travaux informe le travailleur ou l'entreprise qui effectuera les travaux afin de vérifier la disponibilité des ressources;

2.4.5 Le responsable des travaux effectue le marquage du tracé de l'excavation, repère et identifie tous les risques potentiels (eau, gicleur, électricité, télécommunication, gaz, etc.);

2.4.6 Le responsable coordonne la vérification des éléments souterrains identifiés précédemment par une personne qualifiée. (Le responsable des travaux peut également agir à titre de personne qualifiée pour la vérification de certains éléments);

2.4.7 Le responsable des travaux concilie tous les éléments vérifiés sur un plan montrant au minimum les points suivants : situation des travaux sur le site, tracé de l'excavation, identifications de tous les risques potentiels avec brève description. Les rapports fournis par des firmes externes (ex : info excavation) seront annexés à ce plan;

2.4.8 Dans le cas où certains risques seraient connus, mais impossibles à localiser ; le responsable des travaux doit consigner ces informations et proposer une stratégie des réductions des risques dans sa demande. (Ex : modifier la profondeur, entrepreneur spécialisé présent, etc.);

2.4.9 Le responsable des travaux remplit le permis d'excavation;

2.4.10 Le responsable des travaux soumet le permis d'excavation accompagné du plan et des autres documents pertinents au CGI pour approbation;

- 2.4.11 Une fois le permis approuvé, le responsable des travaux en remet une copie au travailleur effectuant les travaux, s'assure que la procédure est comprise, le travailleur accuse réception et cette copie sera conservée sur le chantier;
- 2.4.12 Le responsable des travaux assure la surveillance des travaux selon le niveau de risque associé.

FIN DE LA SECTION 22 10 00